

# traje

de Paris, de Lamia pas toulter. Deux fonds d'art la Mairie constat, après avoir par l'Anne accrocher. La pièce e boiserie teintes, il percer des nit-ils poli-ème: « Si ide, ça sera nts tiennent à un temps accéder à la ordonné y contraire conte l'un il.

MEILLEUR DÉJANÉ



été jugé si inscrit en pte rendu yé chaque net de la s compter e et sécuri- Canard », qui ment de pres- très fort » es déstabi- ntes pour » s joli dans

Lecornu, seul ministre en place depuis sept ans, revient souvent. Il aurait l'heur de ne pas trop déplaire au RN.



Cette rumeur a beaucoup fait rire dans les allées du pouvoir, car elle porte la marque de Thierry Solre, conseiller très officieux de Macron et entremetteur avec le Rassemblement national. « Solre joue les imprésarios pour Lecornu », ricane un conseiller de l'Assemblée.

mière messe à Notre-Dame de Paris...

## Gouvernement platonique

« Un contrat de mariage sans amour », « une coalition qui gère les circonstances ». Ainsi l'ancien ministre LR devenu macroniste Eric Woerth jugeait-il, fin novembre, le « socle commun » qui était censé soutenir Michel Barnier. Lors de la constitution du gouvernement, « il aurait fallu prendre une semaine pour se mettre d'accord sur quelques grandes réformes à mener ; Barnier ne l'a pas fait », déplorait-il. Non sans juger que « personne ne pourra[ît] gagner sur les décomptes du gouvernement ». « Chacun évolue dans une bulle », constatait au même moment la ministre Agnès Pan-

re son emourage cryseen par son insistance à caler coûte que coûte et dans les meilleurs délais son déplacement en Arabie saoudite, qui est finalement devenu une visite d'Etat. Des émissaires ont tenté de persuader l'Elysée que le timing de ce déplacement n'était pas très judicieux. Car c'est en Arabie saoudite que se tient, du 2 au 13 décembre, la COP16 sur la désertification, avec présence de délégations étrangères de haut niveau.

Une conférence mondiale mobilisant des forces de sécurité et une visite d'Etat en parallèle : Riyad déteste ce genre de coïncidence.

Mais l'essentiel, pour Macron, était d'imposer ses dates. Et, surtout, de fuir Paris en ces temps d'instabilité.

qu'il faudra peut-être bientôt mettre à jour...

La présidente de l'Assemblée nationale considère d'ailleurs qu'il y a trop de ministres. Elle propose de mettre en place « des gouvernements resserrés de 20 à 25 membres, pour plus d'efficacité et pour faire des économies ». La suppression d'une vingtaine de maroquins permettrait d'économiser 20 millions d'euros par an.

Transmis à Barnier. Ou à son successeur.



## Corruption à la Suisse

RARES sont les Français qui le savent, mais leurs voisins suisses ont su construire, sur les rives du lac Léman, la première place mondiale du négoce de matières premières. Près de la moitié de ce commerce stratégique a lieu à Genève et à Lucerne, où officient les plus importants marchands du monde en matière de pétrole, de métaux, de sucre et de céréales, parmi lesquels Vitol, Trafigura, Gunvor, Mercuria, Cargill et Glencore. Leurs profits représentent un peu plus de 10 % du PIB helvétique.

Cette réussite, la Suisse la doit à une fiscalité quasiment inexistante, à un appareil bancaire sophistiqué capable de financer ce type d'opérations spéculatives, mais aussi à l'absence de toute régulation et à un vrai talent pour contourner les embargos décidés par les grandes puissances. Jusqu'à la semaine dernière, comme l'ont écrit « Les Echos » (20/10), la justice suisse s'appliquait à fermer les yeux sur les pratiques les moins avouables de ces sociétés.

Mais le Ministère public fédéral vient de dévoiler un long acte d'accusation mettant en cause les dirigeants de la société Trafigura, qui, selon les magistrats helvètes, aurait acheté des responsables angolais lors de contrats pétroliers.

Détail instructif: c'est avec l'aide de la filiale suisse du Crédit agricole que ces commissions ont pu être versées, à travers les paradis fiscaux domiciliés dans les anciennes

colonies anglaises de Caraïbes. Qu'une entité ou un établissement financier soient condamnés pour corruption, ce n'est encore j arrivé en Suisse. C'est révolution qui se prépare. Depuis plusieurs mois, les autorités américaines ont plié les actions judiciaires de Trafigura, pris la main le sac, à ainsi dû plaider comme pour avoir manipulé le cours du pétrole brésilien à l'aide de quelques offshore locaux.

## Washington s'en mêle

Et les affaires s'en mêlent. Comme le contredit le banquier suisse « Canard », « le gouvernement fédéral craint que les Américains ne se préparent à contre [ses] sociétés de la même manière qu'ils l'ont fait avec presque centenaire secretaire ». Il ajoute: « So pression de Washington, nous devons y renoncer définitivement en janvier 2018 les citoyens des pays les développés. Leur chant résumait ainsi: soit vous donnez votre secret bancaire, soit vos banques se vo interdite d'opérer en dé et à Wall Street. Elles ne ront y survivre... Il ne faut pas non plus que nous dérenonc à notre place prédominante dans le commerce matières premières. Mieux vaut y remettre de l'ordre qu'il est encore temps. » Les soudains accès de sont rarement innocents.

## Censurer pour mieux sauver (le budget)?

CE CONSEILLER du pouvoir (législatif) en était à espérer, la semaine dernière, que les choses aillent vite. « Si la censure est votée mercredi (4/12), au moins cela laissera du temps à un autre gouvernement pour présenter un autre budget », confiait-il. « Du temps », c'est beaucoup dire: à peine deux semaines...

Autre « avantage », « la motion de censure adoptée mercredi, c'est le gouvernement qui tombe, pas le budget de la Sécu (le PLFSS), lequel repart au Sénat » pour une nouvelle navette parlementaire. Par ailleurs, ajoutait l'économiste François Ecallé, président du site Pipeco, « le PLFSS ne contient que des objectifs de dépenses ». Il n'a donc pas le même caractère contraignant que le « vrai » budget. « Les remboursements continueront de se faire. »

Sauf que, le 5 décembre, la discussion du texte arrive à la limite du délai de cinquante jours prévu par l'article 47 de la Constitution. Il faudrait alors légiférer par ordonnances. Mais un gouvernement qui expédie les affaires courantes le peut-il? ou faut-il pour cela attendre la constitution d'une nouvelle équipe? Vite, un Doliprane remboursé par la Sécu!

Côté budget de l'Etat, le gouvernement est censuré cette semaine, soit Michel Barnier expédie les affaires courantes, soit un nouveau Premier ministre est rapidement nommé, qui devra préparer, et vite, une nouvelle mouture du budget. En cas de rejet, ou de dépassement de la date limite des soixante-dix jours impartis au débat parlementaire (le 20 décembre),

le gouvernement devra alors légiférer par ordonnances (décidément...) pour continuer de payer les fonctionnaires et assurer la continuité de l'Etat, afin d'éviter le fameux shutdown à l'américaine.

## 400 000 nouveaux contribuables

Mais il devra aussi faire voter une loi spéciale qui l'autorisera à percevoir l'impôt. C'est là que les censeurs (RN et NFP) risquent de ramer face à leurs électeurs. Les recettes étant strictement reconduites, le barème de l'impôt sur le revenu ne sera pas indexé sur l'inflation. Résultat, selon le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (« La Tribune », 1/12): « 400 000 Français non imposables deviendraient redevables de l'impôt sur le revenu,

et plusieurs millions d'autres verraient leur impôt augmenter de manière significative. » Ils seraient « 17 millions », précise le ministre Laurent Saint-Martin. Gauche et péquistes pourront toujours dire qu'ils ont renfloué les finances publiques...

Marine Le Pen a beau assurer que la loi spéciale pourrait prévoir la revalorisation du barème, les spécialistes en sont beaucoup moins sûrs. « Une loi spéciale ne peut pas changer l'impôt », explique François Ecallé. Or l'indexation est un changement. »

Reste une autre option, qu'envisagent certains constitutionnalistes, comme Jean-Pierre Camby: le recours à... l'article 16, qui donne les pleins pouvoirs au chef de l'Etat.

Mais toujours pas celui de dissoudre d'ici au mois de juillet.